

Congrès de début de mandature pour les DGS d'Ile-de-France

19 mai 2008

Environ 180 **directeurs généraux des services** (DGS) d'Ile-de-France s'étaient donné rendez-vous ces 14 et 15 mai à Etolles, dans l'Essonne. Ce congrès annuel de l'**Union régionale Ile -de-France** du **Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales (SNDGCT)** était un double rendez-vous, avec une assemblée générale réservée aux adhérents suivie des Assises régionales des dirigeants territoriaux, pour leur part ouvertes à tous les DGS, DGA et autres cadres des collectivités franciliennes. S'agissant du premier volet et donc des enjeux internes au syndicat des DGS, il aura notamment été question, bien sûr, des nombreuses mobilités postélectorales, avec un rôle de mise en réseau des offres et demandes et, pour les cas difficiles, l'activation du réseau de médiation mis en place par le **SNDGCT** (voir ci-contre notre article "La valse des dirigeants territoriaux bat son plein"). Il aura également été question de la préparation des élections professionnelles de l'automne prochain. En sachant que le syndicat a décidé de présenter ses propres listes, soit de façon autonome soit avec la CGC. "Il s'agit de renforcer notre représentativité. Nous avons notamment constaté que les cadres A ont jusqu'ici surtout été représentés par des cadres de la filière culturelle", explique Michel Namura, DGS de la mairie de Saint-Ouen et président de l'Union régionale d'Ile-de-France du **SNDGCT**. Les DGS réunis à Etolles ont également évoqué la préparation de plusieurs manifestations à venir, à commencer par leur congrès national, prévu à Evian en octobre, ainsi que les Assises de l'Association des maires d'Ile-de-France (du 3 au 5 juin), sur lesquelles les DGS sont fortement présents, ou bien encore la deuxième journée "administration électronique" organisée par le syndicat le 26 juin, à Saint-Germain-en-Laye. "Notre congrès, de même que ces autres temps de rencontres et, plus globalement, tout ce qui peut favoriser les échanges avec nos collègues praticiens, sont très importants pour nous", souligne Michel Namura, évoquant volontiers "la solitude du DGS", ce bras droit souvent pris en étau entre élus et personnels. La partie "assises" du congrès d'Etolles, qui s'est structurée jeudi autour d'une large palette d'ateliers thématiques, prenait évidemment une dimension un peu particulière en ce début de mandature 2008-2014 avec la perspective de mise en œuvre des politiques publiques locales et des projets portés par les nouveaux élus. L'un des ateliers était ainsi consacré à l'audit de début

Évaluation du site

Localtis émane de la Caisse des Dépôts et relaie l'information et la communication des collectivités locales principalement, mais aussi d'autres institutions, élus, etc.

Cible
Spécialisée

Dynamisme* : 30

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

de mandat et à la mesure de la performance de la gestion des services. Il y a notamment été rappelé que si le début de mandat représente effectivement une "opportunité à ne pas laisser passer" en termes d'état des lieux, "clairement, l'audit financier ne suffit pas", le DGS devant privilégier l'"analyse globale" de la situation de sa collectivité. Le "climat social et managérial" au sein des services, par exemple, serait une donnée à prendre largement en compte. Autres thématiques d'actualité abordées à Etiolles : l'habitat social, les enjeux énergétiques et environnementaux, la prévention et gestion des risques (intempéries, dégradations), les contrats de partenariat public-privé. Le tout s'achevant sur une vaste table ronde consacrée au sujet francilien du moment, celui du Grand Paris.

Claire Mallet

Un nouvel outil de mesure de la performance en préparation

Le **SNDGCT** travaille depuis près de trois ans à l'élaboration, avec le cabinet Berger-Levrault, d'un nouvel "outil d'aide à la décision" à travers un référentiel permettant de "mesurer la performance de la gestion publique locale". Ceci, notamment, dans la perspective de l'extension de l'esprit de la Lolf aux collectivités. Dans un premier temps, trois "métiers" ont été passés au crible : éducation, sport et petite enfance. Pour chacun d'entre eux, une centaine d'indicateurs ont été définis. Des indicateurs qui, "loin d'être normatifs, doivent pouvoir s'adapter à la spécificité de chaque collectivité", précise Guy Beaudet chez Berger-Levrault. "Il est important pour un DGS, lorsqu'il arrive dans une collectivité, de pouvoir faire une évaluation. Lorsqu'on en part aussi, d'ailleurs", Michel Namura, pas hostile à l'idée que les collectivités "puissent se comparer entre elles". Le nouvel outil prendra la forme d'un site web qui devrait ouvrir dès septembre ou octobre. A un premier niveau, des indicateurs nationaux, par strates de collectivités, seront consultables en accès libre. S'y ajoutera une plateforme accessible sur abonnement, qui permettra au dirigeant territorial d'élaborer des indicateurs personnalisés. Au-delà des trois premières thématiques, d'autres seront progressivement ajoutées. Selon Michel Namura, ce chantier dépasse largement le cadre du **SNDGCT** : de nombreux acteurs s'intéresseraient de près à la démarche, y compris Eric Besson, le secrétaire d'Etat chargé de la Prospective et de l'Evaluation des politiques publiques.